



Forum Mondial sur la Migration et le Développement Athènes, 4-5 novembre 2009

Document de base

(Version originale : Anglais)

Table ronde 1: Comment le lien migration -développement peut-il permettre de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Session 1.3: Aborder les causes profondes des migrations à l'aide du développement, notamment à la lumière de la crise économique mondiale actuelle

Co-présidents de la session: Gouvernements du Bangladesh et du Royaume-Uni
Membres du groupe de préparation de la session : Gouvernements de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne de l'Azerbaïdjan, de la Chine, de l'Egypte, de la Grèce, et du Yémen

L'OCDE, l'OIM, et le Bureau du Rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement ont aussi contribué à ce document de base

Coordinateur de la table ronde: Romeo Matsas

Le document de base 1.3 a été rédigé par les Gouvernements du Bangladesh et du Royaume-Uni en collaboration avec la Taskforce constituée par le Gouvernement grec pour la préparation de la troisième réunion du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD). Il comprend également des commentaires et des apports des gouvernements membres du groupe de la TR 1.3 ainsi que des organisations internationales. Le document de base a été rédigé par le Professeur Ronald Skeldon. Le seul objectif de ce document est d'informer et faciliter la discussion de la session de la Table ronde 1.3 qui se déroulera au cours de la réunion du FMMD. Il est basé sur des sources ouvertes et n'a pas pour objectif d'être exhaustif. Les organisateurs renoncent à toute responsabilité et ne fournissent aucune garantie quant à la validité, l'exactitude et l'intégralité du contenu de ce document. Le document ne reflète pas nécessairement les vues des organisateurs du FMMD ou des gouvernements ou organisations qui participent aux sessions de la Table ronde. Etant donné que le FMMD est un processus informel, le document n'est pas contraignant pour les parties qui s'en servent lors des discussions du FMMD. Reproduction totale ou partielle autorisée moyennant mention de la source.

ABORDER LES CAUSES PROFONDES DES MIGRATIONS A L'AIDE DU DEVELOPPEMENT, NOTAMMENT A LA LUMIERE DE LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE ACTUELLE

Résumé

La crise économique actuelle aura sans doute des effets sur le lien entre la migration et le développement. De par le passé, nous savons que les flux migratoires vers les pays de destination peuvent diminuer et que les retours peuvent augmenter. Cela peut affecter le développement à travers une série de mécanismes, comme la réduction de possibilités de migration et des envois de fonds et ainsi que par une possible détérioration des conditions des migrants. Toutefois, l'expérience de crises du passé et les données émergentes indiquent que l'impact est complexe et que les réponses politiques appropriées devront être adaptées aux particularités de chaque pays, être basées sur des preuves et soutenir la reprise économique.

Exposé

Les causes profondes de la migration sont premièrement économiques. Par conséquent, toute détérioration des indicateurs économiques résultant directement d'une crise économique se traduira sous forme de conséquences sur le volume et la direction de la migration et, donc, pour l'impact de la migration sur les pays d'origine et de destination mais aussi sur les migrants eux-mêmes.

Parmi les indicateurs économiques, le plus important est sans doute le taux de chômage. Une augmentation du nombre des personnes qui ont perdu leur emploi affectera la migration de trois façons principales : premièrement, si il y a des migrants parmi les chômeurs dans les pays de destination, rentreront-ils dans leur pays ? Deuxièmement, une augmentation du taux de chômage dans les pays de destination pourrait retarder ou

dérouter la migration de ces pays où le taux de chômage est plus élevé. Troisièmement, l'augmentation du chômage dans les économies d'origine poussera plus de personnes à partir à la recherche d'opportunités indépendamment des conditions qui règnent dans les destinations potentielles.

Il est difficile de donner une définition concise du développement. Cela dit, le développement se traduit par l'amélioration du bien-être des gens non seulement du point de vue financier mais en général. La communauté internationale a développé une série d'indicateurs, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, pour mesurer le progrès réalisé en matière de développement. Malgré leur champ limité, ces Objectifs sont la base sur laquelle les gouvernements peuvent s'entendre sur la définition du développement : la réduction de la pauvreté, l'augmentation de l'accès à la santé et à l'éducation, l'élimination des inégalités entre sexes etc. C'est pourquoi, ils demeurent les indicateurs de base de ce que l'on entend par développement.

En ce qui concerne l'impact que la crise économique actuelle peut avoir sur la migration et le développement, il porte sur quatre domaines importants :

- La réduction des envois de fonds aux pays d'origine due au fait que les migrants perdent leur travail. Vu que les envois des fonds constituent une des sources de revenus les plus importantes des pays en voie de développement, leur réduction peut nuire au développement de leurs économies. En 2008, par exemple, les envois de fonds au Mexique ont baissé de 1 milliard de dollars sur 25 milliards de dollars en raison principalement de l'augmentation du chômage aux Etats-Unis.
- Le retour croissant de migrants vers des économies qui sont faibles et non préparées à absorber les nombres croissants de ceux qui cherchent de l'emploi et sont habitués à des salaires assez élevés. Leur retour pourrait avoir des conséquences politiques et économiques considérables sur le développement.
- La hausse du chômage peut exacerber la tension entre les ressortissants du pays d'accueil et les groupes des migrants qui peut aboutir à une xénophobie et un bouleversement social en affectant les droits des migrants de manière négative.

- La hausse du chômage peut avoir des impacts variés sur des groupes vulnérables comme les femmes migrantes.

Cependant, soutenant les modèles de migration internationale, il existe des déséquilibres structurels profonds au niveau de développement économique, social et politique qui poussent les gens à se déplacer d'une partie du monde vers une autre. Les salaires élevés dans une partie du monde 'attirent'. Au contraire, les salaires bas 'repoussent'. La disponibilité relative de postes d'emploi, d'éducation, de services de santé etc. attirent ou repoussent les individus d'une partie du monde et constituent donc les causes profondes de la migration. Cela dit, la migration ne dépend pas exclusivement de ces variables. Par exemple, il est plausible que des migrations résultent de facteurs environnementaux et des effets du changement climatique et que donc elles soient une nécessité plutôt qu'un choix. Par ailleurs, la migration est aussi fonction de migrations précédentes vu qu'elle se développe à travers des réseaux de migrants. Les premiers migrants informent leurs amis et membres de leur famille sur les opportunités qui sont offertes dans les pays de destination et incitent, ainsi, une migration ultérieure. Ces déséquilibres et réseaux sous-jacents contrôlent en grande mesure le volume et la direction des flux de la population qui peuvent subir des variations à cause de chocs et des crises à court terme. La politique répond à ces questions et besoins à court terme. Toutefois, il faut toujours prendre en considération les conditions sous-jacentes plus profondes qui déterminent la migration lorsqu'on aborde ce qui semble être un ralentissement à court terme de l'économie.

La crise économique actuelle et la migration

En raison de la crise actuelle, les niveaux et les taux de la croissance économique sont constamment révisés à la baisse, jusqu'à 0.5 % en 2009. Cette moyenne couvre des différences significatives entre les pays et, malgré la crise, son impact et ses répercussions varient d'une partie du monde à l'autre. Des économies comme la Chine n'ont pas cessé de croître mais à un taux nettement inférieur à celui des années précédentes. Néanmoins, les données les plus récentes pour le deuxième trimestre de 2009 indiquent une relance. L'Inde et le Bangladesh ont reculé en 2009 par rapport à

2008 mais ont maintenu des taux de croissance relativement élevés (de 5% ou plus). L'Amérique latine est déjà en croissance négative et des économies avancées comme l'Eurozone se sont contractés de quelque -2.0% alors que le Royaume – Uni seul s'est contracté de -4.1% en 2009. Selon des estimations, les Etats-Unis se sont contractés de -2.8 % en 2009. Par conséquent, toute évaluation de l'impact de la récession économique sur la migration devra prendre en considération ces variations régionales. Le Bureau Internationale de Travail estime que, 51 millions d'emplois seront perdus en 2009 dans le monde entier en raison de la récession mondiale. Avec moins de ressources à leur disposition, les gouvernements auront plus de difficultés à faire face à l'augmentation du chômage et à ses conséquences.

La difficulté la plus grande pour évaluer l'impact de la crise sur la migration réside sans doute dans le manque de données détaillées pertinentes. Les données sur la migration sont généralement problématiques d'autant plus dans le cas d'un événement comme la crise actuelle. Bien qu'il reste encore de nombreuses inconnues, des informations préliminaires commencent à émerger des organisations nationales et internationales et nous permettent de faire des remarques provisoires. Il y a deux remarques contextuelles à souligner. D'abord, l'impact de la crise sur la migration et le développement varie selon le pays, le type de migration (provisoire ou permanente, régulière ou irrégulière, etc.), l'âge, le genre et le niveau d'éducation. Ensuite, la crise actuelle n'est pas un événement unique. Malgré le fait que les crises économiques soient différentes, l'économie mondiale a subi de récessions significatives dans le passé et on peut tirer des leçons de ces expériences. Par exemple, les chocs pétroliers dans les années 70 ont accéléré le retour des travailleurs migrants mais peu après, la migration a redémarré bien que d'une forme différente vu que la proportion des membres de la famille rejoignant le migrant augmenta au sein des flux migratoires. Au terme du premier conflit du Golfe, en 1990-91, de nombreux migrants sont rentrés dans leurs pays. Sur les 1.18 millions qui ont quitté le Koweït et l'Iraq, quelque 540,000 sont rentrés en Egypte et en Jordanie, 125,000 en Inde, 60,000 au Bangladesh et 53,000 au Pakistan. Les craintes d'une agitation sociale étaient dénuées de tout fondement et la plupart des migrants étaient plus préoccupés par la ré-migration que par leur absorption dans les marchés du travail locaux. Bien qu'il soit

risqué et difficile de faire un parallèle, les Tadjiks qui sont rentrés chez eux aujourd'hui attendent soit que la situation s'améliore en Russie soit une opportunité d'entrer dans des marchés moins affectés comme la République tchèque ou la Corée du Sud.

Les campagnes d'information gouvernementales ou l'établissement de bureaux de placement, éventuellement avec un soutien international, peuvent s'avérer utiles. Les données portant sur l'impact de la migration après la crise financière en Asie, en 1997, ont démontré, qu'après les rapatriements initiaux et le déclin de l'immigration professionnelle régionale, deux ans après la migration avait repris. La Malaisie, après les retours en masse de travailleurs vers l'Indonésie, a commencé, dans les mois suivants, à recevoir de migrants. Des études menées sur l'impact des chocs pétroliers de 1973-74 sur la migration en Europe ont démontré une fois de plus qu'après un déclin marqué du nombre des travailleurs migrants et les retours considérables de migrants, la migration a repris sous une forme différente. Le mouvement des travailleurs a cédé sa place à la réunification des familles des travailleurs migrants et les politiques des pays de destination ont commencé de plus en plus à mettre l'accent sur les questions d'intégration.

Des preuves d'autres ralentissements économiques au Royaume –Uni révèlent que le retour de migrants ne libère pas des postes d'emploi pour les nouveaux chômeurs du pays d'accueil. Comme dans le cas de la crise asiatique, la situation des nouveaux chômeurs du pays d'accueil et les postes d'emploi libérés par les migrants n'étaient ni au même endroit ni du même niveau. Les migrants et les populations locales tendent à avoir des occupations professionnelles différentes.

Selon les données de l'OCDE sur l'impact de la crise actuelle, les demandes pour les programmes 'employer-nominated schemes' ou les programmes de migration provisoires aux Etats-Unis, en Espagne et en Australie ont connu un déclin dans les derniers mois par rapport aux années précédentes. Les demandes d'enregistrement de travailleurs au Royaume-Uni dans le premier trimestre de 2009 ont baissé de plus de 50% en comparaison avec l'année précédente. De même, les enregistrements de migrants

provenant des nouveaux pays membres de l'UE ont aussi baissé. Des économies développées aussi diverses que l'Australie, l'Italie et la République de Corée revoient à la baisse leurs besoins en matière de travailleurs migrants qualifiés ou non-qualifiés à la lumière du chômage national croissant. Cela dit, d'autres pays ont commencé à fournir des incitants les migrants présents sur leur territoire à rentrer dans leur pays d'origine. Dans un nombre de pays d'origine en voie de développement, le flux des envois de fonds ('remittances') s'est réduit, entraînant des ramifications négatives pour le développement local et éventuellement régional et national. En matière d'envois de fonds, la Banque mondiale estime une baisse de 7-10% en 2009 après l'augmentation à deux chiffres des années précédentes et une reprise de l'augmentation à partir de 2010. La baisse de 2009 n'est pas très significative par rapport aux réductions attendues en matière d'investissements privés.

Les flux d'envois de fonds varient considérablement d'un Etat ou région à l'autre. La baisse est plus marquée en Amérique latine, ce qui traduit peut-être l'importance des Etats-Unis comme pays de destination des migrants originaires de cette région et l'apparition précoce de la récession aux Etats-Unis. Les flux des envois de fonds de l'Asie du Sud et de l'Est ont continué à augmenter considérablement en 2009, le Pakistan étant le pays qui reçoit le plus de fonds. Cela indique que les pays producteurs de pétrole de l'Asie de l'Ouest ont maintenu leur croissance grâce aux prix de pétrole élevés et ont, par ce fait, continué à engager des travailleurs migrants.

Il est clair que l'impact de la crise sur la migration et le développement dépendra de la durée et la profondeur de la crise, facteurs qui restent encore largement inconnus. Néanmoins, selon les premières indications, les tendances correspondent aux prévisions : un ralentissement de la migration vers les destinations principales, des indications faibles que le retour de ces destinations augmentera et une diminution des envois de fonds malgré le fait que ni le retour ni le déclin ne soient aussi globaux et importants que prévu initialement. Ce qui rendra la migration plus complexe sera le retour des expatriés vers les économies développées car les opportunités d'affaires diminuent à l'étranger. Concrètement, en dépit de la hausse générale du chômage parmi les migrants, on

constate des divergences importantes entre secteurs et pays. Peu de recherches ont été menées sur ces variations. Ainsi, en Espagne, le taux de chômage des migrants de 15-64 ans au quatrième trimestre de 2008 s'élevait 20.3%. Le taux de chômage correspondant des ressortissants du pays d'origine était 12.5%. Cette tendance d'augmentation du chômage des migrants s'est répétée dans de nombreux pays de l'OCDE. En général, dans toute la zone de l'OCDE, le taux de chômage s'est accéléré, à quelques exceptions près (Royaume-Uni), d'avantage pour les migrants que pour les ressortissants du pays d'origine.

Les différences sectorielles sont aussi importantes. Le ralentissement économique a touché considérablement le secteur de construction dominé par des hommes migrants. D'autre part, la demande pour les soins de santé ne diminue pas en période de crise. Dans maintes économies développées, ce secteur occupe largement des travailleurs migrants et notamment des femmes migrantes. Cela ne signifie pas pour autant que les femmes occupent les places de travail les plus résilientes. Nombreuses sont celles qui travaillent dans les secteurs irréguliers comme le travail domestique, et ne sont pratiquement pas protégées en période de crise. Bref, il existe de divergences considérables selon le pays, le secteur et le genre. En outre, une augmentation de l'emploi temporaire ou à mi-temps semble également être utilisé comme une réponse à la crise. Cela se traduit par un nombre accru de travailleurs avec peu de droits qui peuvent être engagés ou licenciés immédiatement en fonction des conditions économiques. Les migrants sont généralement surreprésentés dans ce type d'emploi temporaire ou à mi-temps, ce qui contribue à un taux de chômage plus élevé pour eux dans l'ensemble de la zone OCDE.

Politiques et pratiques

Les politiques et pratiques varient de manière très générale selon le fait que le pays soit d'origine, de destination ou de transit. Cette distinction est artificielle vu que les économies du nord sont aussi des pays d'émigration de migrants qualifiés ou de retraités. Les pays d'origine de migration dans le sud sont aussi des pays de destination. Il s'agit souvent de migrants qualifiés qui fournissent des services de base et de l'assistance au

développement mais aussi de réfugiés ou de populations déplacées d'autres régions. Il existe aussi d'importants flux de migrants non-qualifiés Sud-Sud bien qu'il semble que la crise n'ait pas encore touché le plus important de ces flux, le mouvement des travailleurs de l'Asie du Sud vers les économies riches en pétrole de l'Asie de l'Ouest. Par conséquent, les politiques doivent tenir compte de différents types de populations dans chaque cas, qui seront affectés de différentes manières par la récession.

Pays de destination

Il est fort probable que les pays de destination fassent des pas proactifs afin de faire face au problème de la migration en réduisant le nombre des nouveaux arrivés et en encourageant les migrants chômeurs de partir. Malgré le fait que les pays de l'OCDE aient entrepris peu d'actions pour limiter leurs programmes de migration de la main d'œuvre, il y a des exemples, comme l'Espagne, qui a réduit son quota de permis de travail en 2009 et le Royaume-Uni, qui a resserré les critères académiques et financiers dans le cadre du Système basé sur les points (Points Based System). En Asie, la Malaisie a réduit le nombre des travailleurs immigrants et a augmenté le nombre de ceux qui retournent. Les visas de travail de 55,000 travailleurs du Bangladesh ont été révoqués en mars 2009 mais même s'ils sont tous renvoyés, ils ne représentent qu'une petite proportion des Bangladeshis en Malaisie. Les deux pays ont tenu des consultations à haut niveau en la matière. La Malaisie a mis en œuvre un programme continu afin de réduire le nombre des migrants irréguliers du pays, et quelque 171,000 travailleurs, qui ont fait une demande pour bénéficier d'une amnistie au cours des deux derniers mois de 2008, dont 86% proviennent de l'Indonésie, ont accepté de retourner dans leur pays. La récession a peut-être rendu les rapatriements plus urgents mais ces mesures font partie d'une campagne de longue durée visant à réduire la migration irrégulière et il est peut-être difficile d'isoler un 'effet de récession' spécifique.

Avec un taux de chômage de migration de plus de 20% et quelques 400,000 migrants au chômage à la fin de 2008, l'Espagne a offert aux migrants légaux qui sont au chômage leur indemnité de chômage sous forme de montant forfaitaire à la condition qu'ils

rentrent chez eux et ne retournent plus en Espagne pour une période d'au moins trois ans. Peu nombreux sont ceux qui ont profité de cette offre, surtout parce que les conditions dans leurs pays d'origine en Amérique du Sud ou en Europe de l'Est se sont détériorées durant la récession et du fait de l'interdiction de retourner en Espagne pendant une telle longue période, y compris dans le cas où l'économie devait s'améliorer. Nombreux sont ceux qui préféreront attendre la fin de la crise. Le gouvernement tchèque a aussi offert des incitations aux travailleurs sans emploi de rentrer chez eux par le biais d'un programme qui semble avoir eu plus de succès vu que 5,000 personnes sont rentrées chez elles. Le facteur de succès de ce programme est peut-être le fait qu'il ne prévoit pas de restriction quant à leur retour en République tchèque. Un important nombre de cas isolés suggère que de nombreux migrants de l'Europe de l'Est sont rentrés du Royaume-Uni notamment en Pologne à cause de la hausse du taux de chômage. Cependant, à la suite de l'appréciation de la monnaie locale - le zloty - de 30% contre la livre sterling et une économie en hausse dans leur pays d'origine, il est logique pour certains de retourner, indépendamment de la récession. Le gouvernement polonais a même lancé une campagne d'information visant à encourager ses citoyens à rentrer. Dans les cas de liberté de mouvement entre les pays, comme au sein de l'UE, le mouvement de retour semble être une option plus viable que dans les cas où des barrières de distance, d'immigration, bureaucratiques et physiques, rendent le retour cher, long et difficile.

Pour ce qui est des pays traditionnels d'immigration, à savoir l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, il est peu probable que la récession affecte considérablement les politiques de leurs programmes d'immigration permanents qui favorisent toujours la réunification des familles. Contrairement au Canada et aux Etats-Unis, l'Australie a réduit son objectif annuel en raison de l'augmentation du chômage national. Toutefois, dans tous les grands pays de migration permanente, ceux qui se trouvent dans un long processus pour obtenir une entrée légale sont suffisamment nombreux pour que leur nombre ne soit pas altéré par des fluctuations économiques à court terme. Néanmoins, il est clair que le nombre des migrants aux Etats-Unis s'est réduit depuis 2007, date d'arrivée officielle de la crise dans le pays. La migration irrégulière, notamment du Mexique, s'est ralentie et constitue la seule composante de la migration aux Etats-Unis qui est susceptible d'être influencée par

les changements des conditions économiques. Donc, la politique dans le plus grand pays de destination du monde semble vouloir stabiliser les nombres durant la récession, alors que les nouveaux entrants dans le régime existant s'autorégulent. Le degré de cette autorégulation dépend largement de l'état de l'économie dans les pays d'origine. Les récessions, qui généralement ont leur origine dans les économies les plus avancées, se répandent aux pays d'origine. Ainsi, il est possible de prévoir une accélération de la migration irrégulière en cas de recul considérable de l'économie du Mexique. Jusqu'à ce jour pourtant il n'y a pas d'indications supportant cette hypothèse. Bien que le Canada maintienne son objectif annuel d'immigration, il a réduit certains de ses programmes de non-immigrants temporaires.

Etant donné le coût et la difficulté, surtout pour les migrants irréguliers, de retourner en Amérique latine, il n'y a pas beaucoup d'indication d'une de retour jusqu'à ce jour et ce, malgré la hausse du chômage parmi les Hispaniques nés à l'étranger présents aux Etats-Unis, de 4.5 au 6.4% entre 2007 et 2008. Quelques 250,000 Hispaniques ont perdu leur emploi dans le secteur de la construction en 2007. Les migrants aux Etats-Unis et aux économies les plus développés se concentrent dans certains des secteurs les plus vulnérables de l'économie comme la construction, l'hôtellerie et la manufacture. En revanche, des secteurs comme la santé où se concentrent les migrants le plus qualifiés mais aussi l'agriculture n'ont pas été tellement touchés. Bien que les données soient loin d'être concluantes, il semble fort probable que les migrants chômeurs du secteur de la construction, l'hôtellerie et la manufacture se tournent vers des postes de travail moins bien payés et plus précaires dans le domaine de l'agriculture. Ainsi, la récession a renversé un modèle établi mais en même temps montre les stratégies de d'adaptation que les migrants utilisent pour s'adapter aux nouvelles réalités et pour survivre sur place pendant la récession. Une stratégie d'adaptation a été imposée au moins en partie par l'impact de la récession sur les conditions des pays d'origine.

Une des conséquences du nombre accru des chômeurs dans les pays développés est que plus de gens choisissent de poursuivre leurs études. A titre d'exemple, les demandes d'admission aux sciences infirmières au Royaume-Uni ont augmenté de 24% en 2009 par

rapport à l'année dernière. De même, les demandes d'admission aux études d'hôtellerie, loisirs, tourisme et transports ont augmenté de 17.4% et aux études d'ingénierie de 12.6%. Il s'agit de secteurs au sein desquels les migrants se retrouvent principalement. Ainsi, l'augmentation du nombre des ressortissants britanniques qui font des études dans ces domaines peut entraîner une baisse de la demande pour des travailleurs des pays en voie de développement dans des secteurs jugés essentiels pour leur développement. Par conséquent, il se pourrait que cela résulte en une diminution de la perte des compétences et en la rétention de celles-ci dans des domaines-clés comme la santé dans certains pays en voie de développement.

La Russie est une destination pour quelques 12 millions de migrants, dont la majorité écrasante proviennent de la Communauté des Etats Indépendants et, plus particulièrement de l'Asie centrale. En raison de sa fécondité et son taux de mortalité croissant, la population russe a baissé de 148 millions en 1992 en 142 millions en 2007 et serait encore plus basse s'il n'y avait pas de migrants. Cependant, comme il s'agit d'une économie basée sur l'exportation de pétrole et de gaz, la récession actuelle a fortement touché l'économie et le nombre de chômeurs a augmenté de 6 à 7.5 millions lors du premier trimestre de 2009 en représentant 10% de la main d'œuvre. Plus de 40% des travailleurs migrants travaillaient dans le secteur de construction et ont été fortement touchés alors que les économies de leurs pays d'origine en Asie centrale sont aussi faibles. Ceux qui ont choisi de rentrer dans leur pays ne voient qu'une seule alternative : retourner en Russie ou essayer de trouver du travail dans d'autres pays comme la République de Corée ou la République Tchèque, un autre exemple de stratégies d'adaptation.

Pays d'origine

Approximativement 37% des 200 millions de personnes qui vivent dans des pays autres que leur pays natal se sont déplacées du sud au nord . 24% se sont déplacées dans le sud et plus particulièrement dans les économies en développement qui ont un revenu intermédiaire. Dans les pays d'origine, les politiques et pratiques en matière de gestion de

migration sont généralement plus réactives aux conséquences de la récession, tel que la détérioration des conditions socio-économiques, l'augmentation du chômage, les retours éventuels et la diminution des envois de fonds. En dépit du manque de données sur les retours, les informations qui sont disponibles jusqu'à ce jour montrent qu'il n'y a pas eu de retours massifs depuis les pays les plus développés. Comme il est noté plus haut, même dans les cas où les pays de destination comme l'Espagne ont essayé d'encourager le retour des migrants, les nombres de ceux qui sont rentrés dans leur pays d'origine sont faibles malgré le fait que quelques cas isolés laissent à penser que des migrants polonais soient rentrés du Royaume-Uni et des migrants d'Asie centrale soient rentrés de Russie.

Les gouvernements de nombreux pays d'origine comme les Philippines, l'Ouzbékistan et le Népal ont mis en œuvre des programmes pour assister les rapatriés. Ainsi, en décembre 2008, le gouvernement philippin a adopté, à travers son système de protection et d'assistance, des mesures d'urgence pour les migrants travailleurs rapatriés. Cela a influencé également les politiques de pays comme le Népal. Cependant, l'expérience initiale de la mise en œuvre de ces mesures témoigne de leur étendue limitée. Les mesures s'adressent aux migrants rapatriés réguliers qui ont perdu leur emploi car leurs contrats ont été terminés avant terme en raison de la crise. Les migrants irréguliers doivent compter uniquement sur les structures d'entraide et de soutien informel. Toutefois, le retour est une partie intégrante de presque tous les systèmes de migration de la main d'œuvre temporaire et il existe peu d'indications que les retours soient anormalement élevés et suffisants pour causer de gros problèmes aux gouvernements.

Même si les migrants irréguliers rapatriés ne reçoivent pas d'aide financière, à la suite de la crise, des mesures de sensibilisation et de campagnes d'information dans les médias ont été mises en œuvre pour des groupes cibles spécifiques visant à mettre l'accent sur les dangers de la migration irrégulière. Au Népal, outre les mesures de sensibilisation générales, le gouvernement, en collaboration avec l'UNIFEM, a lancé une campagne d'information visant à sensibiliser les travailleurs domestiques à revendiquer leurs droits. En Ouzbékistan, des centres de crise ont été établis afin d'assister les personnes dans le besoin ou les victimes du trafic des êtres humains. Les autres mesures qui ont été prises

par le gouvernement Ouzbek contre la crise portent notamment sur l'amélioration de l'emploi et des conditions de vie dans les zones rurales, qui sont, en règle générale, les régions d'origine et de retour des migrants. Les mesures se concentrent sur trois secteurs principaux : (1) établissement de facilités de crédit, (2) création d'emplois et développement rural, et (3) plus grande protection pour les migrants. En Malaisie, le gouvernement a annoncé qu'il va offrir de l'assistance au rapatriement aux Malaisiens qui ont perdu leur emploi à l'étranger. De même, le gouvernement du Kerala en Inde a annoncé un programme de prêts à coût bas destiné aux migrants qui retournent du Golfe.

Vraisemblablement, l'impact de la récession sera plus important sur les millions de personnes qui se déplacent à l'intérieur des pays en développement. Une baisse abrupte de la demande de biens dans le monde développé affectera les centres de fabrication faisant massivement appel à la main-d'œuvre dans des zones économiques spéciales et les villes du monde en développement ainsi que la demande en matières premières des pays en développement. L'impact des licenciements de travailleurs dans les centres miniers et aux centres de manufacture faisant massivement appel à la main-d'œuvre sur le mouvement intérieur des personnes reste à évaluer. Néanmoins, quelque 8,100 travailleurs ont perdu leur emploi dans le secteur minier en Zambie en 2008 ; au Kenya l'exportation des fleurs a baissé de 35% en entraînant une perte de 1,200 emplois ; 51,000 licenciements ont été enregistrés dans l'industrie textile au Cambodge entre septembre 2008 et mars 2009. Etant donné la diminution des opportunités dans le monde développé, ces travailleurs préfèrent rester dans les villes, tentant peut-être de gagner leur vie dans le secteur informel ou rentrant dans leur village d'origine. Selon des estimations, 10 à 20 millions de migrants ont quitté les zones côtières industrielles de la Chine du sud où les usines ont réduit leur production à la suite de la baisse de la demande par les Etats-Unis et l'Europe. La Chine a entrepris un important programme de relance budgétaire, de quelque 586 milliards de dollars, visant la stimulation de la demande intérieure. Cette somme sera allouée à la construction d'infrastructures (notamment des rues, des lignes de chemins de fer et des aéroports) et la hausse des revenus ruraux par une réforme agraire et des projets d'aide sociale. La nature non urbaine de ces allocations contribue à la fois à faciliter les conditions pour ceux qui retournent dans les campagnes et à les

encourager à rentrer. Le cas de la Chine est différent par rapport à la plupart des pays en développement car elle a une économie qui croît rapidement et de grandes réserves de devises étrangères.

L'Institut pour le Développement à l'Étranger du Royaume-Uni a publié des estimations indiquant que le nombre de pauvres dans une grande partie des pays les plus pauvres du monde en développement va doubler ou tripler en raison de la crise. Ce que les tendances ci-dessus impliquent pour la migration dans des pays comme la Chine ou d'autres parts plus pauvres du monde n'est pas encore clair.

L'impact varie selon le genre. Dans les pays de destination, l'impact des pertes d'emploi sur les migrants a baissé dans des secteurs dominés par les hommes comme la construction et la fabrication. Dans les pays les plus développés des pays en développement, l'impact s'est réduit sur la manufacture faisant massivement appel à la main-d'œuvre et notamment aux secteurs des habits et des chaussures où dominent les femmes. Dans les pays les plus pauvres dont les économies sont basées sur l'extraction de matières premières ce sont les hommes qui sont les plus exposés. Toutefois, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de subir des discriminations voir même une 'double discrimination' en raison de leur statut de migrants et comme femmes. De plus, les femmes travailleuses migrantes se concentrent sur des secteurs moins régulés et sont donc plus vulnérables en cas de ralentissement économique courant le risque de perdre leur emploi. Cetype de discrimination peut être évité au moyen de programmes tel que les 'Interventions intégrées en faveur des femmes', mises en œuvre par la Grèce, qui offrent des conseils et de la formation aux femmes vulnérables, y compris les femmes migrantes. La réduction du flux des envois de fonds peut également nuire à la situation des femmes vu que ce sont elles qui reçoivent les envois des fonds et qui seront le plus touchées par un ralentissement prolongé des envois de fonds. Les politiques à cet égard devront être ajustées selon le contexte spécifique des pays en question.

Ces pays ne doivent pas seulement faire face à un nombre croissant de chômeurs nationaux et à l'accélération de la pauvreté mais aussi à la diminution des envois des

fonds de l'étranger, lesquels diminuent considérablement dans des pays comme le Mexique, la Moldavie ou le Tadjikistan qui dépendent largement des revenus des migrants à l'étranger. Par ailleurs, les envois de fonds ont été diminués par la dévaluation relative du dollar américain et du rouble, devise dans lesquelles de grands nombres de migrants reçoivent leur salaire. Vu la situation détériorante de l'emploi dans une grande partie du monde développé, l'augmentation de l'émigration en espérant que cela entrainera une hausse de l'envoi de fonds n'est pas une option politique. Au contraire, certains pays d'origine doivent faire face à un nombre accru de citoyens qui rentrent après avoir perdu leur emploi à l'étranger.

Alors que les immigrants sont rentrés dans leur pays d'origine, les retours restent relativement faibles par rapport au nombre de ceux qui continuent à travailler à l'étranger. Par exemple, seuls 400 sur 30,000 Indonésiens qui vivent en Jordanie sont rentrés en juin 2009. D'ailleurs la raison principale de leur retour était des dépassements de visa plutôt que des problèmes liés à la crise.

Le nombre des Bangladeshis en Malaisie dont le visa a été révoqué représentait moins de 10% de la population migrante de Bangladeshis dans ce pays à l'époque. Il ne faut pas faire abstraction du fait que le retour fait partie de tous les systèmes de migration et qu'il y a peu de preuves que le retour est actuellement bien supérieur que prévu. Une étude menée en Moldavie en mars 2009, un pays fortement marqué par l'émigration, a révélé qu'un tiers de ceux qui rentrent 'définitivement', décident de le faire soit parce qu'ils ont perdu leur emploi ou leur salaire a été résilié. Seulement 11% de ceux qui rentrerent 'provisoirement' le firent pour ces raisons.

Suggestions et propositions pour les décideurs

La leçon la plus importante à tirer est sans doute la distinction entre les tendances à court terme et les tendances à long terme dans le lien entre la migration et le développement. La migration va continuer en raison principalement des inégalités profondes du système mondial. Bien entendu, de nouvelles destinations vont émerger comme les économies à croissance rapide qui faisaient, dans le passé, partie du monde en voie de développement et qui tendent à prendre la relève les destinations traditionnelles de l'Amérique du Nord, l'Australasie et l'Europe. Jusqu'à présent, ces économies se trouvaient principalement en Asie de l'Est. Cependant, des noyaux de développement rapide existent également au Moyen Orient, en Asie du Sud, en Afrique et dans des parties de l'Amérique latine. La migration vers ces régions mais aussi vers des destinations plus traditionnelles redémarrera après la fin de la crise actuelle. Il est donc important pour les gouvernements des pays de destination et d'origine d'éviter les politiques à court terme. Les pays doivent continuer à se préparer pour les migrants dont ils auront besoin une fois sortis de la crise et doivent penser au rôle que les migrants peuvent jouer dans la reprise de la croissance économique. Des contrôles de l'immigration plus serrés peuvent rendre encore plus difficile leur réponse aux besoins changeants du marché d'emploi pendant la reprise et donc nuire aux perspectives économiques dans les pays de destination. En ce qui concerne les pays d'origine, les preuves montrent que les sombres prévisions de retour de masse et de diminution d'envois de fonds significative ne seront vraisemblablement pas réalisés. Toutefois, une surveillance attentive sera nécessaire pour déterminer s'il y a des exceptions à cette règle.

Cependant, cette généralisation étant faite, il est clair qu'aucune réponse unique ou simple n'est appropriée. Une variation énorme existe entre les pays de destination et d'origine en matière de migration et de niveaux de développement. Plus clairement, il est possible de souligner certains points comme :

- Le besoin d'améliorer la collecte et l'échange des données afin que la politique puisse se baser sur les meilleures indications disponibles
- Les données collectées doivent être ventilées par sexe à chaque fois que cela est possible, et les questions du genre doivent être prises en considération dans les partenariats de développement
- Le besoin de prendre en considération l'impact du ralentissement économique sur le lien entre la migration et le développement dans la poursuite des efforts de développement et les futurs partenariats planifiés.

Questions pour diriger la discussion:

- Comment les gouvernements peuvent-ils réduire l'impact négatif de la crise financière et économique sur les bénéfices de la migration pour le développement ?
- Est-il possible d'établir des partenariats utiles entre les pays de destination et les pays d'origine dans le but d'aborder ces questions et/ou de soutenir la mise en place des capacités institutionnelles ?
- Y a-t-il des indications d'impact spécifique sur des groupes vulnérables comme les femmes?
- Que peuvent apprendre les pays d'origine de l'expérience des autres en termes de mesures stratégiques appropriées?
- Comment les gouvernements peuvent-ils répondre aux besoins de la migration à moyen et à long terme et aux besoins de développement ?
- Quelles politiques et mesures pratiques peuvent être adoptées en vue de la reprise ?
- La crise crée-t-elle des opportunités, comme par exemple pour les pays d'origine qui peuvent bénéficier des compétences des rapatriés en leur offrant une formation pour les aider à répondre aux besoins nationaux ? Quelles sont les décisions politiques à prendre pour mettre à profit ces compétences ?
- Comment les gouvernements peuvent-ils intégrer le lien entre migration et développement aux efforts de reprise.

Les résultats suggérés :

- Il y a un besoin de collecter et d'échanger des données et d'échanger les expériences sur l'impact des politiques pertinentes de manière à ce que les réponses à la crise soient fondées sur les meilleures preuves possibles.
- Etablir des partenariats entre les pays d'origine et des pays de destination afin de profiter des bénéfices du lien entre la migration et le développement pour le développement de manière plus réussie notamment à la lumière de la crise actuelle.
- Les pays doivent intégrer l'impact du ralentissement économique sur le lien entre la migration et le développement dans les efforts de reprise nationaux et mondiaux.

Bibliographie

- Awad, I. *The Global Economic Crisis and Migrant Workers: Impact and Response*, Geneva, International Labour Office, 2009.
- Dobson, J., A. Latham and J. Salt, *On the Move? Labour Migration in Times of Recession. What Can We Learn from the Past?* London, Policy Network Paper, July 2009.
- IOM, *The Socio-economic Impact of the Economic Crisis on Migration and Remittances in the Republic of Moldova: Early Findings*, Chisinau, International Organization for Migration, 2009.
- Martin, P. The recession and migration: alternative scenarios, *Working Paper 13*, Oxford, International Migration Institute, 2009.
- Migration DRC, Migration and the financial crisis: how will the downturn affect migrants?, *Policy Brief No. 17*, Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex, February 2009.
- OECD, International Migration Outlook SOPEMI 2009. *Special Focus: Managing Labour Migration Beyond the Crisis*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Ratha, D., S. Mohapatra and A. Silwai, Outlook for remittance flows 2009-2011: remittances expected to fall by 7-10 per cent in 2009, *Migration and Development Brief 10*, Washington, The World Bank, July 2009.